

Ford

Le constructeur automobile fait son come-back. Il hisse de nouveau ses couleurs et son logo à Blanquefort (Gironde), après quatre ans d'absence.

Une victoire pour les salariés dont l'usine était pourtant vouée à une mort probable.

«En 2007, nous étions encore sous bannière Ford, mais le produit que nous fabriquions [des transmissions pour le marché américain, NDLR], était vieillissant et nous n'avions aucun projet de développement. De quoi craindre le pire», explique Vincent Alauze, délégué CGT. Bien vu: la direction confesse vouloir fermer à l'horizon 2010. Les salariés se mobilisent alors auprès de la direction et des pouvoirs publics

pour exiger un vrai projet industriel. Pour gagner la paix sociale, Ford trouve un repreneur allemand, HZ Holding, présenté comme un industriel fiable. Las! Lorsque la holding reprend le site, en avril 2009, rien ne se concrétise, la construction de couronnes d'éoliennes, un temps évoquée, reste lettre morte. *«Ces gens se sont comportés comme des sauterelles, en tapant dans la caisse!»,* dénonce Vincent Alauze. Les mobilisations reprennent pour revendiquer le retour du constructeur américain. Lequel se porte

de nouveau acquéreur du site, avec de substantielles aides publiques accordées par l'État et diverses collectivités ⁽¹⁾. *«Mais Ford ne voulait au départ pas rebaptiser l'usine de son nom. Or, pour nous, il était vital que cela soit le cas»,* poursuit Vincent Alauze. Sous la pression, le constructeur cède. L'usine rebaptisée First Aquitaine Industries en 2009 est donc redevenue Ford Aquitaine Industries cet été. Avec plusieurs projets à la clé dont la production d'une boîte automatique 6 vitesses. *«Nous avons*

laissé des plumes, concède Vincent Alauze, aujourd'hui nous ne sommes plus que 1 000 salariés contre 2 600 en 2007. Ford s'est engagé à maintenir ces 1 000 emplois jusqu'en 2018, mais nous estimons qu'avec les activités actuelles, il n'y a du travail que pour 800. Nous revendiquons donc d'autres investissements pour apporter du travail à tous. Mais nous sommes d'ores et déjà fiers de la réussite de nos mobilisations!», ■ **E.E.**
(1) Le conseil régional d'Aquitaine, la communauté urbaine de Bordeaux, le conseil général de Gironde.